

L'émergence de la chine dans l'économie mondiale
Quels enjeux pour l'industrie européenne

1

En 25 ans, le développement économique de la Chine s'est avéré aussi spectaculaire que massif. La production industrielle a augmenté de plus 10 % par an en moyenne entre 1979 et 2002. Entre 2001 et 2004, la Chine a assuré à elle seule le tiers de la croissance mondiale en parité de pouvoir d'achat, soit deux fois plus que les Etats-Unis. Quelles conséquences, quels enjeux ? Nous entamons ici la publication, étalée sur quatre numéros, d'une étude inédite réalisée par l'économiste Vincent Aussilloux, économiste et par Edouard Bourcieu, ancien membre du cabinet de Pascal Lamy à la Commission européenne.

Une part croissante de l'économie chinoise s'est fortement intégrée au système de production mondial et a conduit la Chine – ou plus exactement les régions côtières – au stade le plus avancé de la globalisation. Ce faisant, la Chine a comblé une part non négligeable de l'immense retard qui la séparait des pays industrialisés, il y a seulement de cela deux décennies. Toutefois et à l'exception de quelques étapes de la chaîne de valeur où la Chine est réellement présente à un niveau global dans la concurrence internationale, l'économie dans son ensemble est encore confinée au stade du sous-développement marqué, particulièrement dans les régions de l'intérieur, par l'extrême pauvreté. Quelque 18 % de la population chinoise ou 250 millions de personnes n'atteindraient pas le seuil de pauvreté défini par la Banque mondiale

à un peu plus de 1 dollar par jour et par personne. La route est encore longue et beaucoup d'incertitudes entourent la capacité de la Chine à prolonger la dynamique de son processus récent de développement.

Facteurs du miracle économique

En comparaison d'autres économies en développement, la Chine est plutôt favorisée en ce qui concerne les pré-conditions de la croissance et du développement économique : des ressources naturelles abondantes, un très fort taux d'épargne, un formidable réservoir de main d'œuvre bon marché, un marché domestique potentiellement important ainsi qu'un système administratif élaboré. Mais comme trois décennies de centralisme planifié l'ont montré, ces fac-

teurs seuls ne sont pas suffisants pour que s'enclenche le développement économique.

La clé des bonnes performances économiques récentes est à chercher du côté d'une évolution profonde des institutions qui forment l'environnement économique. L'abandon du cadre réglementaire inefficace de l'ère maoïste a été déterminant dans la capacité de la Chine à emprunter un chemin de croissance nettement plus dynamique. Le changement d'idéologie de l'élite au pouvoir a permis la réorganisation des structures industrielles ainsi que la création de nouvelles institutions favorables à l'économie de marché et au renforcement des droits de propriété.

L'ouverture chinoise au monde a permis la combinaison efficace du facteur de production le plus abondant en Chine, le travail peu qualifié, avec le capital et les savoirs organisationnels ou technologiques accumulés dans l'économie mondiale.

Les investissements étrangers entrants ont joué un rôle de catalyseur pour la réorientation de la spécialisation chinoise. Ce sont d'abord les investisseurs étrangers, ceux de l'Asie de l'est et plus particulièrement de Hongkong, qui ont apporté la connaissance des produits que la Chine pouvait produire pour le marché mondial et des moyens de pénétrer les marchés des pays industrialisés. Dans les dernières étapes de son développement, la Chine a commencé à ouvrir son marché intérieur en échange des

savoir-faire technologiques et organisationnels apportés par les investisseurs des pays industrialisés.

Le coût de la main d'œuvre a joué et joue encore un rôle particulièrement important et la stratégie de dévaluation du Yuan en 1990 et en 1994 puis de maintien de celui-ci à un niveau artificiellement bas a clairement marqué la volonté des autorités de maintenir cet avantage comparatif. Contrairement à un pays comme la Thaïlande, la Chine a connu, jusqu'en 1995, une progression très modérée du coût du travail exprimé en \$ en raison des ajustements de parité opérés. Par la suite, la progression des coûts salariaux apparaît plus homogène : 8,9 % en croissance annuelle moyenne pour la Chine contre 7,4 % aux Philippines ou 9,1 % en Malaisie avec des gains de productivité du travail du même ordre de grandeur.

Les responsables politiques chinois ne peuvent cependant pas se contenter d'une Chine essentiellement spécialisée dans la production manufacturière intensive en main d'œuvre peu qualifiée. Le soutien à l'apport de nouvelles technologies par les investisseurs étrangers a représenté un élément majeur dans la recherche permanente des autorités d'une amélioration de la position industrielle chinoise dans la chaîne de valeur. Cependant, la politique industrielle chinoise ne s'arrête pas à ces incitations en direction des investisseurs étrangers et cible encore plus directement le secteur productif domesti-

que. Le soutien à la création et au renforcement de grandes entreprises chinoises capables de concourir dans l'arène internationale a été un objectif central des autorités chinoises depuis le début des années 1990. Les entreprises supposées avoir le potentiel pour devenir des acteurs de rang mondial ont été clairement soutenues par une variété de politiques publiques. Elles ont bénéficié d'un statut privilégié dès le début des années 1990 lors que le Plan bénéficiait encore d'un rôle important en matière d'allocation des ressources. Ces champions nationaux ont par la suite profité d'une large gamme de politiques dédiées et de mesures de soutien.

Cette politique industrielle a renforcé les capacités industrielles chinoises plus rapidement que ne l'auraient autorisé les seules forces du marché. Les effets positifs de court terme sont cependant à mettre en balance avec les risques de long terme qu'une telle politique comporte et qui ont été mis à jour lors de la crise asiatique (surinvestissement se traduisant en surcapacités notamment).

Une intégration toujours plus étroite avec l'économie mondiale

La Chine parachève aujourd'hui un retour fracassant sur la scène économique mondiale. A la fin des années 1970, l'économie chinoise était proche de l'isolement complet vis-à-vis des marchés mondiaux.

Depuis lors, les réformes profondes ont graduellement transformé l'économie chinoise. Un système fortement incitatif régissant les relations entre des entités économiques indépendantes a été mis en place. L'accession à l'OMC en 2001 a constitué le point d'orgue de son intégration dans les institutions régissant les relations économiques internationales.

La croissance des exportations chinoises ne s'explique pas seulement par la croissance du commerce international mais bien par des gains très rapides de parts de marché sur la plupart des grandes catégories de produits et sur la plupart des zones géographiques. Alors que le commerce mondial a crû de 3,7 % en moyenne annuelle entre 1996 et 2001, les exportations chinoises ont crû annuellement de 10,2 % tous secteurs confondus.

La Chine est ainsi devenue le troisième exportateur mondial. Cependant, dans le même temps, elle est aussi devenue le troisième importateur mondial de marchandises, avec une demande en forte croissance stimulant la croissance globale et tirant les prix des matières premières et des produits non transformés vers le haut.

Dans ce contexte, le rythme de son développement et sa structure sont devenus dépendants, dans une très large mesure, des évolutions de l'économie mondiale. En raison des mutations profondes que le développement économique chinois a provoquées sur la répartition internationale des activités, l'économie

mondiale et les économies nationales qui la composent sont à leur tour devenues particulièrement sensibles à l'évolution du développement de la Chine.

L'investissement direct étranger est certainement la courroie de transmission la plus efficace des impulsions données par l'économie mondiale au développement des économies du Sud. C'est particulièrement vrai dans le cas de la croissance chinoise au cours des deux dernières décennies. Les entreprises à capitaux étrangers ont été le moteur de la modernisation industrielle de la Chine en lui fournissant les savoir-faire technologiques et organisationnels aussi bien que l'accès à de nouveaux marchés.

Depuis 1992, la Chine a été extrêmement efficace dans l'attraction des investissements étrangers. Alors même que la majeure partie est encore réalisée entre pays industrialisés, la Chine est devenue la première destination de l'investissement étranger en direction des pays en développement depuis le début des années 1990 et, pour la première fois en 2003, dans le monde.

Le remarquable succès de la Chine pour attirer les investissements étrangers se traduit par un rôle de premier plan des filiales de groupes étrangers joué dans la production industrielle. Le tiers de la production industrielle chinoise est aujourd'hui assuré par des filiales de groupes étrangers contre à peine 2 % en 1990. Les trois cinquièmes des échanges et les trois quarts des

exportations de produits de haute technologie sont contrôlés par ces mêmes filiales.

Une spécialisation évolutive mais toujours très marquée

Depuis le début de son processus de développement, la Chine a su réorienter son commerce extérieur pour s'appuyer sur ses avantages comparatifs. Le processus de réformes et le développement économique rapide se sont également traduits par de profondes mutations dans les avantages comparatifs de la Chine. Au cours des années 80, elle s'est ainsi fortement spécialisée dans le textile habillement, qui reste son principal avantage, ainsi que dans le bois/papier et les industries diverses, comme le jouet. Un nouvel avantage apparaît depuis le début des années 90 dans le matériel électrique. En revanche, il faut noter que le désavantage comparatif se creuse dans la chimie, la mécanique et l'énergie.

En dépit de l'évolution rapide de la structure des exportations chinoises, celles-ci restent encore aujourd'hui fortement spécialisées, et spécialisées dans des branches caractérisées par leur contenu élevé en main d'œuvre non qualifiée. Il s'agit pour l'essentiel de biens de consommation comme les articles manufacturés divers (jeux, jouets, quincaillerie...), le cuir et les chaussures, la confection et la bonneterie et l'électronique grand public. Dans le même temps, le contenu technologique des produits dans lesquels

la Chine dispose d'avantages comparatifs augmente rapidement. Le matériel informatique constitue ainsi le cinquième point fort de la Chine, suivi de l'électronique grand public. Cette évolution, conjuguée aux rachats de grands groupes européens (comme Thomson Consumer Electronics) ou américains (comme IBM) opérés récemment, fait craindre à certains une montée en gamme très rapide des exportations chinoises. Cette appréciation n'est naturellement pas dénuée de sens, mais elle doit être tempérée par deux remarques. D'une part, dans le cas de l'informatique comme de l'électronique grand public, ce sont essentiellement des activités d'assemblage qui ont été localisées en Chine, comme l'illustre le très fort désavantage sur les composants électroniques, qui constitue aussi la branche dans laquelle les importations chinoises ont augmenté le plus vite. Surtout, les atouts de la Chine pour la production de produits intenses en main d'œuvre peu qualifiée restent démesurés par rapport aux succès qu'elle est en mesure d'obtenir en matière de recherche et d'innovation. Cela se manifeste très clairement dans la persistance et même le renforcement de la spécialisation chinoise dans des secteurs comme le textile ou les articles manufacturés divers.

Un moteur de la croissance mondiale

Depuis le début 2002, le miracle économique chinois a représenté, au même titre que le rebond améri-

cain, un vecteur majeur du retournement économique mondial. Alors que le retournement américain est essentiellement imputable aux effets des politiques de relance monétaires fiscales et budgétaires, en Chine, ce sont les ménages et le secteur privé qui ont tiré la croissance, sous l'effet notamment de l'amélioration structurelle du pays. Etant donné le rôle moteur des exportations dans l'économie, il fait cependant peu de doute que l'accession à l'OMC a joué un rôle clé. Le retournement américain a dopé les exportations mais, sans cela, les exportateurs chinois auraient gagné des parts d'un marché atone plutôt que d'un marché en croissance.

Malgré le ralentissement net qui a pu être observé, le PIB chinois a crû de 9 % en 2004. C'est d'autant plus remarquable que l'agriculture, qui représente encore 15 % du PIB chinois, ne croît qu'à un rythme moyen beaucoup plus lent de 2 % par an. Les exportations chinoises ont augmenté de 31 % en 2004 pour dépasser 570 Mds\$.

Ces liens croissants de l'économie chinoise avec le reste de l'économie mondiale se sont traduits en parallèle par une croissance des importations. Cette hausse des importations reflète également le fait que la Chine ne produit pas encore tous les produits demandés (matières premières, voitures de luxe...) ou en quantité insuffisante pour satisfaire une demande domestique particulièrement dynamique, par exemple en ce qui

concerne l'acier ou les biens d'équipement.

La croissance ininterrompue des exportations a dopé la confiance au sein de l'économie et notamment à Pékin ou dans les provinces côtières de l'est. Les consommateurs qui bénéficient d'une hausse notable de leur pouvoir d'achat demandent de plus en plus de produits de qualité et diversifiés. A titre d'exemple, le taux de possession d'une automobile a rapidement augmenté dans les années récentes et la détention de téléphones mobiles s'est répandue à un rythme élevé. Cette demande des ménages chinois soutient la croissance des secteurs producteurs pour le marché domestique, avec des hausses extrêmement fortes des investissements dans des secteurs comme l'acier ou le ciment.

Mesurées au taux de change courant, les performances économiques de la Chine ont contribué à plus de 10 % de la croissance mondiale cumulée depuis 2001. En comparaison, les Etats-Unis y ont contribué pour 32 % et la zone Euro pour 6 %. Si l'on mesure cet effet en parité de pouvoir d'achat, la croissance chinoise a compté pour 31 % de la croissance mondiale contre 17 % pour les Etats-Unis.

Le rôle majeur joué par la Chine se reflète également dans le fait que les importations chinoises devraient être en 2004 de 330 Mds\$ plus élevées qu'en 2001, ce qui est équivalent à rajouter un pays comme la France à la demande mondiale. A titre de comparaison ce chiffre est de 310 Mds\$ pour les

Etats-Unis. Cependant, jusqu'à présent, ce sont les pays émergents d'Asie, le Japon et les producteurs de matières premières qui constituent les principaux bénéficiaires de ce développement. Les effets sur les Etats-Unis ou l'Union européenne ont été, jusqu'ici, beaucoup plus modestes.

Le Japon et le reste de l'Asie ont connu une augmentation très forte de leurs exportations en direction de la Chine depuis deux ans et demi. Ils lui ont fourni la plupart des composants et des biens d'équipements requis par les exportateurs ainsi qu'un pourcentage considérable des matières premières et du pétrole nécessaires. La part de marché des exportateurs asiatiques en Chine s'est accrue régulièrement depuis 2001 (47,2 % de parts de marché pour le Japon, la Corée, Taiwan, la Thaïlande, Singapour et la Malaisie réunies fin 2004 contre 45 % en 2001). La part combinée des Etats-Unis et de l'UE s'est réduite sur la même période de 30,6 % à 24,9 %. La Chine accroît ainsi fortement son rôle dans le commerce extérieur japonais avec le développement d'un commerce triangulaire entre les Etats-Unis, le Japon et la Chine. En 2004, elle a ainsi pris la place des Etats-Unis comme premier partenaire commercial du Japon.

Le Japon dégage aujourd'hui un excédent commercial de plus de 10 milliards d'euros avec la Chine et de plus de 50 milliards d'euros avec les Etats-Unis. Les producteurs japonais renforcent ainsi leurs sites

de production en Chine au sein d'une architecture verticale des échanges de plus en plus élaborée. L'augmentation des importations japonaises de produits manufacturés en provenance de Chine est largement couverte par les exportations japonaises de biens d'équipements et de consommations intermédiaires.

L'accroissement de la demande chinoise a grandement stimulé les économies des pays voisins, particulièrement de Taiwan et de la Corée. Les autres pays qui ont gagné des parts de marché sur la période sont principalement les producteurs de matières premières et de produits agroalimentaires, particulièrement le Brésil et l'Argentine.

En comparaison du renforcement de ces liens commerciaux, l'accroissement des exportations nord-américaines ou européennes en direction de la Chine peuvent apparaître modestes. Les ventes en Chine ne comptent cependant que pour 4,4 % des exportations totales américaines (0,3 % du PIB américain). En 2003, la part des exportations de l'UE allant vers la Chine était de 3,3 % soit 0,48 % de son PIB contre 12,8 % pour le Japon. Cela explique que l'effet direct de la croissance chinoise a été faible sur l'ensemble des pays industrialisés à l'exception du Japon. En revanche lorsque sont pris en compte les effets indirects, même limités à l'Asie, l'effet d'entraînement de la croissance chinoise est indéniable. Le rôle de locomotive du commerce en Asie joué par la Chine et sur cer-

tains pays fournisseurs de matières premières (Brésil, Argentine, Russie) exerce ainsi des effets indirects positifs sur les exportations notamment européennes.

Quel potentiel de demande pour les exportateurs européens ?

La part de marché d'Airbus en Chine continentale (hors Hongkong), appelée à devenir le deuxième marché mondial derrière celui des Etats-Unis, a atteint 40 % en 2004. Récemment encore, la première compagnie aérienne chinoise, Air China, a passé commande de 20 appareils long-courriers A330-200. Cette nouvelle commande intervient après celle, hautement symbolique, de cinq A380 par China Southern Airlines. Derrière les points marqués par Airbus en Chine, c'est toute la question du développement d'un marché solvable pour les exportations européennes dont le point fort réside principalement dans leur positionnement haut de gamme (voir la troisième partie de ce cahier).

Marquée par des inégalités croissantes, la hausse du revenu moyen chinois n'en est pas moins indéniable : le salaire annuel moyen nominal a augmenté de 13 % en 2003 pour une inflation de 1,2 %. Cela ouvre ainsi des perspectives importantes quant au renforcement d'un marché solvable pour les biens que produisent les pays industrialisés.

Alors que l'Asie perçoit la Chine comme un marché d'exportations, l'Europe continue à la percevoir

beaucoup plus comme une source d'importations à des prix très compétitifs. Au sein des pays européens cependant, l'Allemagne ou la Suède voient leurs exportations croître rapidement en direction de la Chine alors que ce n'est pas encore le cas pour la France ou les autres pays d'Europe du sud. Ceci s'explique essentiellement par le positionnement sectoriel différencié des pays européens : l'Allemagne profite de son positionnement dans les biens d'équipement pour lesquels la demande chinoise est très forte en particulier à l'adresse des producteurs étrangers détenteurs de savoir faire techniques non disponibles dans le pays. La France, dont le positionnement dans les biens d'équipement est moins marqué, profite encore peu de la croissance de la demande chinoise d'importations dans ce type de produits (à l'exception notable d'Airbus comme indiqué plus avant). La demande chinoise en produits élaborés de consommation finale est encore faible alors que c'est sur ce type de biens que la France dispose à l'exportation de points forts importants.

Une étude (contestée) de l'Académie des sciences sociales de Chine estime que la « classe moyenne » représente, à la fin de 2003, près d'un cinquième de la population. Cette proportion augmenterait d'environ 1 % par an

depuis 1999. Ces estimations correspondent à 245 millions de personnes, dont plus de 80 % seraient citoyens. Ce chiffre ne représente qu'un ordre de grandeur mais ils laissent à penser que la demande d'importations chinoises pourrait, dans les prochaines années, ne plus concerner seulement les matières premières ou les biens d'équipement mais également les produits de consommation finale pour lesquels la France dispose de certains atouts. Il reste aux exportateurs français à tirer parti du potentiel de demande qui se concrétise peu à peu.

Les biens industriels ne constituent cependant pas le seul vecteur par lequel l'Union européenne peut espérer profiter de la croissance chinoise : le nombre de touristes chinois à l'étranger dépasse par exemple aujourd'hui celui des Japonais de plus de 10 millions par an même si Hongkong et Macao comptent encore pour près de la moitié des sorties de Chine continentale. En 2002, 645 000 touristes chinois se sont rendus en Europe, contre 1,3 millions de touristes européens en Chine. Au rythme actuel, le chiffre de 100 millions de touristes chinois à l'étranger devrait être atteint en 2020 selon l'Organisation mondiale du tourisme.

(à suivre)